

## Lettre ouverte de la Campagne de Réquisition d'Entraide et d'Autogestion - CREA

Nous, membres de la Campagne de Réquisition d'Entraide et d'Autogestion, réquisitionnons plusieurs bâtiments des villes de Paris et Toulouse, depuis plus de 9 années. Ces bâtiments sont nos maisons, où depuis peu, se « confinent » plus de 250 personnes, dont plus de 60 familles avec enfants. Sans logements, souvent sans papiers, pauvres et précaires, pris dans le labyrinthe des institutions, nous avons décidé de nous organiser ensemble, déterminés à vivre dignement et par tous les moyens nécessaires.

La pandémie qui traverse actuellement le pays nous frappe de plein fouet. Nous, les sans-droits, les personnes sans papiers, ceux qui ne savent ni lire ni écrire, ceux qui galèrent en foyers, en CRA ou en prisons, ceux qui continuent à risquer leurs vies au travail, les oubliés de la rue ou des HLM : nous tous et toutes, les pauvres, sommes conscients que nous serons les grands perdants du jeu de l'unité nationale. Les quelques mesures d'urgences fièrement annoncées ainsi que leurs grands discours ne sont que des cache-misères, qui ne correspondent en rien à la réalité de l'urgence sanitaire et sociale. Tout le monde sait que nous sommes ceux qui allons manger ce virus en pleine gueule.

Nos vies ont basculé le premier jour du confinement, ce 17 mars 2020. Nous avons peu, maintenant nous n'avons plus rien. On survivait, maintenant on crève de faim. Les fermetures brutales des réseaux d'aides alimentaires, des cabinets d'avocats, des écoles, des cabinets médicaux, des bureaux d'aides sociales nous plongent dans des situations de grande détresse et nous rendent encore plus démunis. Alors de fait, nous sommes obligés de nous exposer, que l'on soit en malades ou en bonne santé, sujets à risques ou âgés. Aller chercher les devoirs à l'école car sans ordinateur ni imprimante ; sortir faire des courses quotidiennement car sans revenus qui nous permettent de voir plus loin ; sortir pour récupérer quelques vivres distribués par les réseaux d'entraide, courir après les petits boulots non déclarés, voilà à quoi nos quotidiens sont contraints, tout ça dans la peur de subir la police, ses contrôles et ses violences auxquelles nous sommes trop habitués. Nos enfants prennent encore plus de retard sous nos yeux impuissants : abandonnés des suivis pédagogiques et du soutien scolaire. Nos corps se meurtrissent encore un peu plus sans possibilité d'accès aux soins. Mal-logés et mal-nourris, nous ne pouvons compter que sur ceux pour qui la solidarité n'est pas un "élément de langage et de communication", dépendants de leurs possibilités d'action au jour le jour.

Il est clair que nous ne vivons pas le même confinement que vous et que ceux qui décident en haut lieu.

Comme le prouvent les appels aux dons de certains hôpitaux et EPHAD adressés directement à la population, l'Etat et l'ensemble des institutions démontrent leur incapacité à financer d'autres intérêts que les leurs. Les mesures destinées aux personnes précaires qui sont prises pour répondre à cette crise sanitaire sont clairement insuffisantes voire dangereuses. Tout aussi absurdes sont les "gymnases d'hébergement" avec deux points d'eau pour 70 personnes, les "centres de confinement" destinés aux personnes sans domicile fixe contaminées ou encore les chambres d'hôtel où il est interdit de cuisiner. C'est sans compter le ridicule des amendes qui pleuvent sur les "confinés à la rue". La justice quant à elle s'est mise sur pause, sauf pour nous bien évidemment. Mi-mars, les procédures d'expulsion faisaient partie des seules "audiences urgentes" à être maintenues, alors qu'il était déjà très difficile de trouver des avocats. Et depuis, les décisions d'expulsion continuent de tomber, alors que nous ne disposons d'aucun moyen de recours. Plus de possibilité de demande des délais supplémentaires avant d'être remis à la rue, plus de possibilité de faire valoir nos droits : la crise sanitaire qui nous traverse nous appauvrit toujours un peu plus. La situation des personnes enfermées en CRA et en prison, dont les détentions sont prolongées arbitrairement par des juges dans le secret des tribunaux fermés, ne nous prouve qu'une seule chose : nos vies ne valent pas autant que les leurs. Alors qu'on parle de pandémie mondiale, des déportations ont encore lieu, sans aucune considération de la santé des personnes et de leurs droits.

Les services sociaux et notamment ceux de la Veille Sociale sont comme à leur habitude : débordés, inefficaces faute de moyens et sans aucune autre modalité d'action. Les commissions DALO ne répondent plus, laissant sur le carreau des personnes prioritaires à l'accès au logement. Chaque jour malgré les ouvertures de places en hôtels, des centaines de familles reçoivent les réponses négatives du 115, ou pire, personne ne répond.

Nous nous sommes retrouvés complètement abandonnés du jour au lendemain par les associations de distributions alimentaires. A Toulouse selon un tableau du Service d'Information d'Accueil et d'Orientation - SIAO, sur 23 associations, une seule assure une distribution de colis hebdomadaire. Nous survivons aujourd'hui grâce aux derniers colis distribués avant le confinement, grâce aux derniers salaires perçus de nos emplois non déclarés, grâce aux solidarités qui s'organisent ici et là, mais tout cela a ses limites. Pour nous, les habitants des squats, les "chèques-services" promis par le ministre du logement, simple effet d'annonce habituel, s'est soldé par le versement d'un montant dérisoire à la Banque Alimentaire. Alors que celle-ci ne fournit que des denrées inadaptées à nos situations, celles de vies de familles. Nous avons besoin de farine pour faire du pain, de pâtes pour faire à manger, de couches pour changer nos enfants, de produits d'entretien et d'hygiène, et non pas de sandwiches froids que la grande distribution ne vend plus !

Pourtant une solution simple existe pour que nous puissions répondre à nos besoins primordiaux : la régularisation de toutes les personnes sans-papiers. Le gouvernement nous bassine cyniquement que chacun est acteur de la santé de tous, alors que des centaines de milliers de personnes restent sans droits dans la « guerre » contre le COVID-19. Pour stopper la progression de la pandémie : régularisation pour tous ! Pour accéder à tous les soins, aux logements sociaux et aux vivres : régularisons ! Au stade où même des députés français en viennent à se faire l'écho des politiques d'urgence du Portugal : régularisons !

A travers cette lettre ouverte, nous exhortons chacun et chacune d'entre nous à exprimer une entraide concrète, ici et maintenant. C'est aujourd'hui que toutes les actions d'entraide prennent tout leur sens. C'est maintenant qu'elles doivent être le plus nombreuses. Toutes associations de distributions alimentaires doivent rouvrir dès demain, c'est une question de survie.

Nous appelons également à participer aux différentes formes de solidarités qui ont lieu dans nos villes : aux Brigades de Solidarité à Paris, Montreuil, Lyon ou Marseille ; aux campagnes de solidarités et appels aux dons alimentaires et sanitaire comme à Toulouse ; aux cagnottes en ligne... Relayons tous les appels à nous organiser car ce que nous savons depuis longtemps est encore plus vrai aujourd'hui : seul le peuple sauvera le peuple !

Tout pour tous, pouvoir au peuple !

CREA - Toulouse et CREA – Paris

Le 7 avril 2020.

creatoulouse@squat.net

creatoulouse.squat.net

Facebook : CentresocialautogereCREA

Contact presse : creatoulouse@squat.net

